



**IMT Atlantique**  
Bretagne-Pays de la Loire  
École Mines-Télécom

# **Cahier des clauses administratives particulières**

Marché public de travaux

Consultation n° 25MTA010M

**Travaux de remplacement de menuiseries extérieures bat K01 du  
campus de Brest d'IMT Atlantique afin d'améliorer l'isolation thermique  
du bâtiment.**

## **Objet de ce document**

Ce document décrit les règles administratives particulières du marché. Il complète, précise ou déroge au CCAG concerné.

## Sommaire en un coup d'œil

### **Partie 1 – Description du marché**

Vous y trouverez, notamment, les informations sur l'objet, la durée et les délais d'exécution du marché, les pièces contractuelles, la sous-traitance...

### **Partie 2 – Quelles sont les conditions financières du marché ?**

Vous y trouverez, notamment, les informations sur le prix, ses modalités de révision, les modalités de règlements

### **Partie 3 – Comment se déroulent les prestations ?**

Vous y trouverez les informations sur la commande des prestations, les conditions d'exécution des prestations et la réception des travaux

### **Partie 4 – Les sanctions et la fin du marché**

Vous y trouverez les informations sur les pénalités et la résiliation du marché

### **Partie 5 – Les autres clauses**

Vous y trouverez les informations sur les assurances à fournir et la langue applicable aux documents

### **Les dérogations aux CCAG Travaux**

Vous y trouverez un tableau qui récapitule les dérogations apportées au CCAG Travaux

### **Annexe**

Vous y trouverez les informations sur les documents à produire tous les 6 mois

# Sommaire en détail

<b>PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
Article 1. Parties contractantes .....	5
1.1. L'Institut des Mines-Télécoms .....	5
1.2. Le titulaire et l'interlocuteur privilégié .....	5
Article 2. Objet et montant du marché .....	6
2.1. Description de l'objet du marché .....	6
2.2. Allotissement .....	6
Article 3. La sous-traitance .....	6
Article 4. Pièces contractuelles .....	7
Article 5. Durée .....	7
5.1. Durée du marché .....	7
5.2. Prolongation des délais .....	8
Article 6. Modifications de la situation juridique du titulaire en cours d'exécution du marché .....	8
Article 7. Marché similaire .....	8
<b>PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ ?.....</b>	<b>9</b>
Article 8. Le prix .....	9
8.1. Nature et type de prix .....	9
8.2. Mois d'établissement des prix .....	9
Article 9. Clause de révision des prix.....	9
Article 10. Modalités de règlement des comptes .....	10
10.1. La présentation des factures .....	10
10.2. La transmission des factures par Chorus Pro .....	10
10.3. Service chargé du paiement.....	11
10.4. Délai de paiement.....	11
10.5. Intérêts moratoires .....	12
10.6. Avances .....	12
11. Prix nouveaux .....	12
Article 12. Retenue de garantie .....	12
Article 13. Nantissement .....	13
<b>PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ? .....</b>	<b>14</b>
Article 14. Quelles sont les conditions d'exécution des prestations ? .....	14
14.1 Précisions sur les conditions d'exécution des prestations .....	14
14.1.1 Mesures d'hygiène et de sécurité .....	14
14.1.2 Nettoyage du chantier.....	14
14.2 Nuisances sonores .....	14
Article 15. Comment se déroule la réception des travaux ? .....	14
<b>PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHÉ.....</b>	<b>15</b>
Article 16. Pénalités .....	15
16.1 Les pénalités applicables .....	15
16.2 Modalités d'application des pénalités .....	16

Article 17. Résiliation du marché .....	16
Article 18 – Le tribunal administratif compétent en cas de litige.....	16
<b>PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES .....</b>	<b>18</b>
Article 19 DEVELOPPEMENT DURABLE.....	18
Article 20. Assurances .....	19
Article 21. Justificatifs fiscaux et sociaux.....	19
Article 22. Langue .....	19
Article 23. Liste des pièces à produire tous les 6 mois.....	20
<b>PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX .....</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>22</b>
Annexe 1 – Les documents à produire tous les 6 mois.....	22

# **PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ**

## **ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES**

---

### **1.1. L'Institut des Mines-Télécoms**

L'IMT est un établissement public sous tutelle du ministère de l'Économie et des finances.

L'école nationale supérieure Mines-Télécom Atlantique Bretagne Pays de Loire (IMT ATLANTIQUE), école interne de l'Institut Mines-Télécom, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel créé par le décret n° 2012-279 du 28 février 2012 modifié par le décret n°2016-1527 du 14 novembre 2016, représenté par le signataire du présent marché Monsieur Christophe LEROUGE, Directeur ou sa représentante, Madame Laurence MALPOT, Secrétaire générale, sis 4 rue Alfred Kastler 44307 NANTES cedex 3.

Numéro SIRET : 180 092 025 00121 Code APE : 8542 Z

Ci-après dénommé sous son nom de marque « IMT ATLANTIQUE »

### **1.2. Le titulaire et l'interlocuteur privilégié**

L'exécution des travaux se déroule sous le contrôle du représentant du maître d'ouvrage :

Nom : Monsieur Christophe LEROUGE

Adresse : IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE, 4 rue Alfred Kastler, La Chantrerie - CS 20722, 44307 Nantes cedex 3

Téléphone : 0251858110

E-mail : christophe.lerouge@imt-atlantique.fr

Le surveillant des travaux :

Nom : Monsieur Nicolas LE LANN

Adresse : DPSG campus de Brest, 655 avenue du Technopôle, 29280 Plouzané

#### **➤ La dénomination du Titulaire**

La ou les entreprises Titulaires de chaque lot sont dénommées « le Titulaire ».

#### **➤ L'interlocuteur privilégié du Titulaire**

Le Titulaire doit désigner un interlocuteur privilégié pour toute la durée de l'exécution du marché.

Dans les 5 jours de la notification du marché, le Titulaire doit communiquer l'adresse email et le numéro de téléphone de cet interlocuteur. Cette formalité n'est pas nécessaire si le Titulaire a déjà communiqué ces informations dans son offre.

Tout changement de l'interlocuteur doit être préalablement communiqué à l'IMT.

### ➤ L'élection de domicile du Titulaire

Le Titulaire fait élection de domicile à son siège social pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché.

## ARTICLE 2. OBJET ET MONTANT DU MARCHÉ

---

### 2.1. Description de l'objet du marché

**Objet des travaux :** Travaux de remplacement de menuiseries extérieures bat K01 du campus de Brest d'IMT Atlantique afin d'améliorer l'isolation thermique du bâtiment..

Travaux de remplacement de menuiseries extérieures bat K01 du campus de Brest d'IMT Atlantique afin d'améliorer l'isolation thermique du bâtiment.

La présente opération concerne les façades définies ci-dessous et est composée de 3 tranches (1 ferme et 2 optionnelles) :

- Tranche Ferme : Bâtiment K01 façade Nord - RDC (15 unités) et R+1 (12 unités)

PSE1:STORES VENITIENS

PSE2:FILMS OCCULTANTS

- Tranche Optionnelle 1 : Bâtiment K01 façades Sud / Sud Est – RDC (14 unités) et R+1 (14 unités)
- Tranche Optionnelle 2 : Bâtiment K01 façade Sud (18 unités)

**Lieu d'exécution :** Campus de Brest, 655 avenue du Technopôle, Technopôle de la Pointe du Diable, 29280 Plouzané

#### **Ce marché est divisé en tranches :**

\* Tranche ferme : Remplacement des menuiseries extérieures façade Nord RDC et R+1

\* Tranche optionnelle : Remplacement des menuiseries extérieures façades Sud/Sud Est

\* Tranche optionnelle : Remplacement des menuiseries extérieures façades Sud

Ces travaux doivent être réalisés selon les prescriptions prévues dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le présent CCAP.

### 2.2. Allotissement

Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer le marché pour les raisons suivantes : Compte tenu de la nature et de la localisation géographique unique, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## ARTICLE 3. LA SOUS-TRAITANCE

---

La sous-traitance est autorisée.

Le sous-traitant peut intervenir sur un chantier si 2 conditions sont réunies :

1. L'IMT a accepté le sous-traitant et a agréé ses conditions de paiement ;
2. Le cas échéant, le sous-traitant a adressé un plan particulier de sécurité et de protection de la santé au responsable sécurité.



En pratique : Le titulaire doit fournir à l'IMT le formulaire DC4 rempli et signé accompagné des documents qui attestent des qualifications et moyens techniques et humains du sous-traitant.

## ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) (\*)
- L'offre technique et financière comprenant le descriptif technique et quantitatif détaillé ainsi que le devis

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Le CCAG-Travaux est accessible sur le site [legifrance.fr](http://legifrance.fr). Le Titulaire est réputé en avoir eu connaissance.

## ARTICLE 5. Durée

### 5.1. Durée du marché

#### Durée :

Le marché est conclu pour une durée de 350 jours calendaires.

La durée du marché commence à courir à partir de la date de commencement qui sera définie par ordre de service.

#### Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, une période de préparation de 182 jours calendaires est prévue.

#### Délai d'exécution :

Le délai d'exécution est de 168 jours calendaires.

#### Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

Par dérogation à l'article 18 du CCAG travaux, ...

#### **Tranches :**

Ce marché est divisé en tranches :

Type	Description	Délai d'exécution prévu	Date de début prévue	Date de fin prévue
Lot 1				
Tranche ferme	Remplacement des menuiseries extérieures façade Nord RDC et R+1	56 jours calendaires	30 juin 2025	_____
Tranche optionnelle	Remplacement des menuiseries extérieures façades Sud/Sud Est	56 jours calendaires	_____	_____
Tranche optionnelle	Remplacement des menuiseries extérieures façades Sud	56 jours calendaires	_____	_____

## 5.2.Prolongation des délais

Si le Titulaire souhaite solliciter une prolongation du délai d'exécution, il doit mettre en œuvre la procédure prévue à l'article 18.2 du CCAG travaux.

## ARTICLE 6. MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le titulaire doit immédiatement communiquer à l'IMT les modifications qui surviennent au cours de l'exécution du présent marché et qui se rapportent à l'un de ces événements :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il se présente,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A sa nationalité,
- A son adresse ou siège social,
- A ses coordonnées bancaires,
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- A une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

L'IMT peut résilier le marché si le Titulaire ne respecte pas cette obligation.

## ARTICLE 7. MARCHÉ SIMILAIRE

L'IMT se réserve la possibilité de confier au Titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du lot dont il est titulaire.

A cet effet, une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la signature du présent marché.



## PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE ?

### ARTICLE 8. LE PRIX

---

#### 8.1. Nature et type de prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

#### 8.2. Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix unitaires est celui de la date limite de réception des offres.  
Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

### ARTICLE 9. CLAUSE DE REVISION DES PRIX

---

La révision des prix est effectuée par l'application au montant hors taxes des acomptes d'un coefficient CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché \* CR

$CR = 0, \dots * c1/C1 + 1$

où

c1 = indice 1710976 - Index du bâtiment - BT43 - Menuiserie en alliage d'aluminium - Base 2010 en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

C1 = indice 1710976 - Index du bâtiment - BT43 - Menuiserie en alliage d'aluminium - Base 2010 en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire



Les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum 4 décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi peut être traité de 2 façons :

1. Si la 5<sup>ème</sup> décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la 4<sup>ème</sup> décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
2. Si la 5<sup>ème</sup> décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la 4<sup>ème</sup> décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

## ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

---

### 10.1. La présentation des factures

#### Modalités de règlement des comptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux.

### 10.2. La transmission des factures par Chorus Pro

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

SIRET : 180 092 025 00121

Code service : IMTA\_FACTURES\_SERVICE\_FINANCIER

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entrainera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.



Toutes les factures doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.

Les factures transmises par un autre moyen ne seront pas payées.

### 10.3. Service chargé du paiement

Le service chargé du paiement est :

L'IMT Atlantique Campus de Nantes	Agent comptable secondaire IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE 4 rue Alfred Kastler La Chantrerie CS 20722 44307 NANTES cedex 3
--------------------------------------	---

### 10.4. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification au maître d'ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

#### Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Agent Comptable

Agent comptable secondaire

IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE

4 rue Alfred Kastler

La Chantrerie - CS 20722

44307 Nantes cedex 3

Tél. : 0251858100

Email : [agence.comptable@imt-atlantique.fr](mailto:agence.comptable@imt-atlantique.fr)

#### **10.5. Intérêts moratoires**

Si l'IMT dépasse le délai de paiement de 30 jours, le Titulaire a droit au paiement d'intérêts moratoires.

#### **10.6. Avances**

L'option A du CCAG Travaux est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% du montant initial de la tranche.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les

sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne

entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30%.

Le remboursement de l'avance débute alors lorsque 50% des prestations sont réalisées

### **11. Prix nouveaux**

---

En application de l'article 13 du CCAG travaux, l'IMT peut ajouter des prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix. Elles sont notifiées par ordre de service.

Les prix des prestations supplémentaires ou modificatives sont unitaires.

### **Article 12. Retenue de garantie**

---

Les garanties suivantes sont exigées :

\* Garantie - Remplacement des menuiseries extérieures façade Nord RDC et R+1: retenue de garantie de 5% du montant initial de la tranche de marché "Remplacement des menuiseries extérieures façade Nord RDC et R+1" (taxes comprises) prélevée par fractions sur chacun des acomptes. La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 à R. 2191-41 du code de la commande publique.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. En cas de réserves, les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code de la commande publique sont d'application.

\* Garantie - Remplacement des menuiseries extérieures façades Sud/Sud Est: 5% du montant initial de la tranche de marché "Remplacement des menuiseries extérieures façades Sud/Sud Est" (taxes comprises) prélevée par fractions sur chacun des acomptes.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. En cas de réserves, les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code de la commande publique sont d'application.

\* Garantie - Remplacement des menuiseries extérieures façades Sud: 5% du montant initial de la tranche de marché "Remplacement des menuiseries extérieures façades Sud" (taxes comprises) prélevée par fractions sur chacun des acomptes.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. En cas de réserves, les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code de la commande publique sont d'application.

Si le marché est attribué à une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le montant de la retenue de garantie applicable sera de 3% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

### **Article 13. Nantissement**

---

Le titulaire peut bénéficier du régime de nantissement ou d'une cession de créance.

Le bénéficiaire du nantissement ou de la cession de créances peut demander à l'IMT :

- Un état sommaire des prestations effectuées, accompagné d'une évaluation qui n'engage pas l'IMT ;
- Le décompte des droits constatés au profit du Titulaire ;
- Un état des avances et des acomptes mis en paiement.

La personne compétente pour fournir ses renseignements est :

**Thomas LAGADEC**  
**Responsable marchés publics**

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

**IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA  
LOIRE**

## **PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?**

### **Article 14. Quelles sont les conditions d'exécution des prestations ?**

---

#### **14.1 Précisions sur les conditions d'exécution des prestations**

Les conditions de l'article 31 du CCAG-Travaux s'appliquent et sont précisées par les articles suivants.

##### **14.1.1 Mesures d'hygiène et de sécurité**

L'article 31.4 du CCAG travaux s'applique. Il est précisé que le Titulaire doit respecter tous les règlements et consignes de l'IMT et du responsable sécurité.

##### **14.1.2 Nettoyage du chantier**

Le titulaire est responsable de sa zone de chantier.

Toutes les zones de travaux doivent être nettoyées, vidées des déchets et des matériels du Titulaire et le cas-échéant de ses sous-traitants.

#### **14.2 Nuisances sonores**

Le titulaire doit respecter la législation en matière de gestion du bruit.

Dans la mesure où les travaux s'effectuent dans un site occupé, le titulaire doit limiter au maximum les nuisances sonores.

### **Article 15. Comment se déroule la réception des travaux ?**

---

La réception se déroule conformément à l'article 41 du CCAG travaux. Chaque bon de commande fait l'objet d'une réception.

## **PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHÉ**

### **Article 16. Pénalités**

---

#### **16.1 Les pénalités applicables**

##### **Pénalité journalière pour le retard d'exécution**

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière de 1/3 000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande sera appliquée.

##### **Pénalités pour non-respect des conditions d'exécution**

En cas de non-respect des conditions d'exécution prévues au présent CCP et dans le mémoire technique du titulaire du lot concerné, ce dernier encourt une pénalité de 100 € par jour et par manquement constaté.

##### **Pénalités pour absence aux réunions**

En cas d'absence non justifiée à une réunion organisée conformément à l'article 6.4 du présent CCP, le titulaire du lot concerné encourt une pénalité de 80 € par absence.

##### **Pénalités pour travail dissimulé**

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, l'Institut Mines-Télécom, informée par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'Institut Mines-Télécom la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'Institut Mines-Télécom peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire.

Le montant maximum au titre de ces pénalités ne peut dépasser 20% du montant commandé.

##### **Autre pénalité**

En cas de tout autre manquement aux obligations prévues dans les pièces contractuelles, l'IMT se réserve le droit, sans mise en demeure préalable, d'appliquer une pénalité de 150 €HT par jour et par manquement.

Tout manquement aux prestations du marché pourra faire l'objet d'un constat de l'IMT, notifié par écrit au titulaire.

A compter de trois constats d'exécution défaillante portant sur le même manquement, le titulaire s'expose à l'application, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité supplémentaire de 300 euros par jour et par manquement.

#### Primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### **16.2 Modalités d'application des pénalités**

Cet article déroge à l'article 19 du CCAG travaux.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable. La procédure contradictoire prévue par l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux ne s'applique pas.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant du bon de commande émis. Si le montant total excède ce plafond, l'IMT peut résilier le marché aux torts du titulaire et à ses frais et risques.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant cumulé est inférieur à 500 euros HT par bon de commande.

### **Article 17. Résiliation du marché**

---

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

#### Principes généraux :

Conformément à l'article 49 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG travaux, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 50.1 du CCAG travaux.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4 du CCAG travaux sauf disposition contraire au sein du présent document.

### **Article 18 – Le tribunal administratif compétent en cas de litige**

---

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG des marchés publics de Travaux.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Nantes

Tél. : 02.55.10.10.02

Fax : 02.55.10.10.03

Email : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)



Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal administratif de Nantes

Tél. : 02.55.10.10.02

Fax : 02.55.10.10.03

Email : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

## PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES

### Article 19 DEVELOPPEMENT DURABLE

---

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché prévoient que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles. La mise en oeuvre de l'action s'effectue dans les conditions prévues ci-dessous.

Généralités :

En complément des dispositions de l'article 20.1 du CCAG travaux, IMT Atlantique souhaite développer des actions visant à favoriser l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Ce dispositif a pour objet de réserver à des personnes éloignées du milieu de l'emploi une part minimale des heures nécessaires à la réalisation des prestations concernées.

La proportion de la part de « main d'oeuvre » réservée au public éloigné du milieu de l'emploi est d'au moins 5% du nombre d'heures total nécessaire à la réalisation des prestations.

La détermination du nombre d'heures d'insertion est effectuée par le maître d'ouvrage.

Publics éligibles :

Les dispositions de l'article 20.1.1 du CCAG Travaux s'appliquent.

Modalités de mise en oeuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire :

En complément des dispositions de l'article 20.1.2 du CCAG travaux, dans le cadre du présent marché, le maître d'oeuvre a déterminé que le nombre d'heure minimale d'insertion par tranche est fixé comme suit :

#### ***En attente données facilitateur Défi emploi***

Globalisation des heures d'insertion :

Les dispositions de l'article 20.1.3 du CCAG Travaux s'appliquent.

Intervention d'un facilitateur :

En complément des dispositions de l'article 20.1.4 du CCAG travaux, le facilitateur pour le présent marché est :

**DEFIS EMPLOI PAYS DE BREST**

**Chargé de Mission "Clause d'insertion"**

**1 rue Louis Pidoux - 29200 Brest**

**Tél : 02.98.42.08.24**

**Courriel : [contact@defisemploi.bzh](mailto:contact@defisemploi.bzh)**

Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion :

Par dérogation à l'article 20.1.5 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage s'assurera par tout moyen à sa convenance de la conformité de l'exécution de la clause d'insertion professionnelle.

Sur la base des pièces justificatives transmises par le titulaire du marché, le chargé de mission « Clause insertion professionnelle » veillera au respect des engagements de l'entreprise.

La nature et les modalités de transmission des pièces justificatives sont précisées à chaque titulaire lors de la mise au point du marché.

En cas de difficultés à remplir son engagement en matière d'insertion professionnelle, l'entreprise devra prendre l'attache du chargé de mission « clause insertion professionnelle » qui étudiera avec elle les moyens à mettre en oeuvre pour lui permettre de répondre à ses obligations.

Par dérogation au CCAG applicable au présent marché, en cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en oeuvre de la clause insertion, s'agissant d'un manquement à ses obligations contractuelles, le titulaire du marché pourra se voir appliquer une pénalité correspondante au nombre d'heures d'insertion prévues par le marché et non réalisées multiplié par 2 et par le SMIC horaire charges incluses.

## Article 20. Assurances

---

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage.

### Assurance de responsabilité civile décennale :

\* Conformément aux dispositions de l'article 8.1.2 du CCAG Travaux, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale même dans le cas où les ouvrages de construction relèvent de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

### Assurances du maître d'ouvrage :

\* Les assurances suivantes sont contractées par le maître d'ouvrage : tous risques chantiers, dommages-ouvrages, responsabilité civile du maître d'ouvrage ou un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD).

## Article 21. Justificatifs fiscaux et sociaux

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Institut Mines-Télécom, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestions.com>.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'IMT pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## Article 22. Langue

---

Le Titulaire doit produire tous les documents en français.

Si des documents sont rédigés en langue étrangère, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les frais de traduction sont à la charge du Titulaire.

## Article 23. Liste des pièces à produire tous les 6 mois

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces listées à l'annexe n°1 du CCAP.



Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestations.com>

L'IMT peut résilier le marché si le Titulaire ne dépose pas les documents demandés. Cette résiliation interviendra après une mise en demeure restée infructueuse.

## **PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX**

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Travaux.

Il est dérogé à l'article 18 du CCAG Travaux.

Il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

## ANNEXE

### ANNEXE 1 – LES DOCUMENTS A PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS

#### 1. Pour le titulaire établi ou domicilié en France

1	<p><b>Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale</b> prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.</p>
2	<p><b>Le cas échéant</b>, lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, <b>l'un des documents suivants</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis)</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Un extrait d'immatriculation au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'accusé de réception électronique mentionné à l'article R. 123-6 du code de commerce, émanant du greffier du tribunal de commerce compétent ou de la chambre des métiers et de l'artisanat compétente</li></ul>
3	<p><b>Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers</b> employés et soumis à autorisation de travail.</p> <p>Elle doit préciser pour chaque salarié :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Sa date d'embauche,</li><li>• Sa nationalité,</li><li>• Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</li></ul>

## 2. Pour le titulaire établi ou domicilié à l'étranger

Ces documents sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

1	<p>Un document mentionnant son numéro individuel d'identification d'assujetti à la TVA.</p> <p>Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France</p>
2	<p>Un document attestant la régularité de la situation sociale du Titulaire (« formulaire A1 de détachement ») et un document mentionnant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes</p> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <p>Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant d'un organisme de recouvrement français prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale</p>
3	<p><b>Le cas échéant</b>, si l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :</p> <p>Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;</p> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <p>Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;</p> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <p>Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.</p>
4	<p><b>Le cas échéant</b>, si le cocontractant envisage de détacher sur le territoire national, pour l'exécution du marché, des salariés non ressortissants de l'UE, l'EEE, ou de la Suisse : il fournit, avant le début du détachement, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail, et précisant, pour chacun d'eux, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</p>